COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 24 mars 2006
(convocation du 13 mars 2006)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Quatre Mars Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. HOUBEDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BREILLAT Jacques, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, Mme CASTANET Anne, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GOURGUES Jean-Pierre, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, Mme MOULIN-BOUDARD Martine, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, Mme PARCELIER Muriel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. REDON Michel, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. MARTIN Hugues à M. VALADE Jacques
Mme. FAYET Véronique à M. CAZABONNE Didier
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe
M. BANAYAN Alexis à M. SIMON Patrick
M. BANNEL Jean-Didier à Mme. PUJO Colette
M. BELIN Bernard à M. BAUDRY Claude (jusqu'à 10 h 30)
M. BENOIT J. Jacques à Mme DUMONT Dominique (à compter de 10 h 40)
Mme. BRACQ Mireille à M. MERCHERZ Jean
M. CANIVENC René à M. LABARDIN Michel
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CANOVAS Bruno
M. CAZENAVE Charles à Mme. CARLE DE LA FAILLE Marie Claude
M. DAVID Jean-Louis à M. DUCHENE Michel
M. DELAUX Stéphan à M. DUCASSOU Dominique
M. FERILLOT Michel à M. HOURCQ Robert (à compter de 11 h 30)
Mme de FRANCOIS à M. ANZIANI ALain (à compter de 11 h 30)

M. HERITIER Michel à M. HOUBEDEBERT Henri (à compter de 11 h 30)
M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
Mme LIMOUZIN Michèle à M. GRANET Michel (à compter de 11 h 30)
M. LOTHAIRE Pierre) M. MANGON Jacques (jusqu'à 12 h 00)
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MONCASSIN Alain à Mme FAORO Michèle (à compter de 11 h 30)
Mme PALVADEAU Chrystèle à Mme DARCHE Michelle (jusqu'à 10 h 40)
M. PIERRE Maurice à M. MERCIER Michel (à compter de 11 h 30)
M. POIGNONEC Michel à M. FAYET Guy
Mme. RAFFARD Florence à Mme. TOUTON Elisabeth
M. TAVART Jean-Michel à M. SAINTE-MARIE Michel

EXCUSE :

M. PUJOL Patrick

LA SEANCE EST OUVERTE

**Station d'épuration Clos de Hilde - Imposition à la taxe foncière sur les
propriétés bâties - Désistement des contentieux et réclamations en cours -
Approbation - Autorisation**

Monsieur HOUDEBERT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Dans le cadre des investissements programmés dans le domaine de l'assainissement, la Communauté urbaine de Bordeaux a construit à Bègles sur un terrain dont elle est propriétaire une station d'épuration d'eaux usées dénommée « Clos de Hilde ».

La gestion de cet ouvrage, réceptionné le 18 avril 1994, a été ensuite confiée à la société Lyonnaise des Eaux France (LEF) au titre du contrat d'affermage du service de l'assainissement signé le 24 décembre 1992.

A compter de 1996, cet équipement a fait l'objet d'une imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), taxe acquittée par notre Etablissement en tant que propriétaire.

La Communauté urbaine a, dans un premier temps, sollicité l'exonération de cet impôt par voie gracieuse puis par la voie contentieuse, en prenant l'attache du fermier, débiteur final des « impôts de toutes natures » comme stipulé à l'article 74 du contrat d'affermage.

Après pratiquement dix ans de contentieux, la Communauté n'a pu obtenir gain de cause sur l'exonération de ce type d'équipement.

Prenant acte de la position des juridictions administratives, la Communauté s'est donc attachée, dans un deuxième temps, dans le cadre du partenariat noué avec l'administration fiscale à réduire par la voie transactionnelle la base imposable de cette station.

Compte tenu des avancées obtenues, il vous est aujourd'hui proposé que notre Etablissement se désiste de l'ensemble des réclamations et instances pendantes devant les juridictions administratives relatives à ce dossier et portant plus particulièrement sur les années 2000 et 2001.

I – Historique du contentieux « Clos de Hilde »

En 1996, la station d'épuration « Clos de Hilde » est entrée dans le champ d'application de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Malgré les arguments de notre établissement qui sollicitait l'exonération permanente de cette taxe pour l'ouvrage affecté à un service public et non productif de revenus (art 1382 1° du code général des impôts), l'administration fiscale a refusé cette interprétation considérant en 1998 que « l'immeuble auquel se rapporte cette imposition est

considéré comme productif de revenus car Lyonnaise des Eaux, exploitante du local, est imposée à la taxe professionnelle ».

La Communauté urbaine, bien qu'elle ne supporte pas directement le coût du foncier bâti pour cet ouvrage, répercuté sur le fermier conformément au contrat, s'est alors tournée vers le juge administratif pour obtenir l'exonération souhaitée, et ceci dans l'optique de préserver l'intérêt de l'usager.

La phase contentieuse s'est déroulée en deux temps du fait de la teneur des jugements rendus : le principe de l'imposition à la taxe foncière propriétés bâties ayant été posé par le juge fiscal de manière définitive (1), la Communauté urbaine s'est attachée à obtenir une assiette de l'impôt la plus faible possible (2).

1-1 - L'affirmation par le juge fiscal du principe de l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties de la station d'épuration « Clos de Hilde » :

L'établissement communautaire a plaidé devant les juridictions administratives pour l'obtention pour « Clos de Hilde » (et de manière générale pour l'ensemble de stations d'épuration de la C.U.B.) de l'exonération permanente de taxe foncière sur les propriétés bâties visée à l'article 1382 1° du code général des impôts pour les immeubles des personnes publiques « lorsqu'ils sont affectés à un service public ou d'utilité générale et non productifs de revenus ».

Les juridictions administratives successives ont refusé cet argumentaire et ayant une interprétation large de la notion de « revenus », ont posé le principe de l'assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties de « Clos de Hilde » :

- par jugement du 12 avril 1999, le Tribunal Administratif de Bordeaux a estimé que « l'exploitation par la Société Lyonnaise des Eaux Dumez de la station d'épuration du Clos de hilde procurait d'importants revenus » à la C.U.B.
- la Cour Administrative d'appel de Bordeaux, saisie en appel a confirmé cette position par un arrêt rendu le 11 septembre 2001 au motif que la Communauté urbaine « perçoit, à raison des installations confiées [...] des ressources comprenant le produit d'une surtaxe [...] et le remboursement par ce dernier, d'une part de frais engagés par la Communauté pour le contrôle du respect par lui de ses obligations contractuelles, d'autre part des impôts et taxes dont la Communauté est redevable en sa qualité de propriétaire desdites installations ».
- le Conseil d'Etat, par arrêt en date du 27 mai 2002, a rejeté le pourvoi en cassation présenté par notre établissement sur le sujet.

A l'issue de cet arrêt qui marquait une fin de non-recevoir sur l'exonération possible de « Clos de Hilde », la Communauté urbaine a alors axé sa défense sur l'assiette taxable de foncier bâti, d'autant plus que l'administration fiscale, dans le même temps, continuait d'imposer « Clos de Hilde » et avait, à compter de 2001, changé de méthode d'évaluation ce qui avait conduit à une majoration importante de la taxe foncière sur le foncier bâti.

2-2 - La détermination de l'assiette taxable de foncier bâti pour « Clos de Hilde » :

Dans le cadre de la poursuite de l'instruction de l'affaire devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, les mémoires successifs des deux parties ont porté sur la détermination de la méthode d'évaluation de la station d'épuration.

La Cour Administrative d'Appel, par un arrêt du 09 décembre 2004 a déterminé les bases d'imposition de Clos de Hilde en retenant la méthode d'appréciation directe.

Cette méthode s'applique à défaut de toutes les autres dans la mesure où il est considéré que le bien en question, à savoir une station d'épuration est tellement spécifique qu'on ne peut le comparer à aucun autre.

Cette méthode présente l'avantage de la souplesse car elle est sujette à une certaine marge de manœuvre : la valeur locative est en effet déterminée en partant du prix de revient du bien duquel est déduit un pourcentage d'abattement (de spécialisation, vétusté et entretien, situation...) pour tenir compte de sa dépréciation dans le temps.

Sur ces deux points, l'arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel en 2004 est en demi-teinte :

- ✓ le niveau d'abattement est fixé à 50 % et seulement pour les constructions
- ✓ les prix de revient retenus pour les terrains et pour la construction sont très au delà de ce qui était soutenu par la Communauté urbaine. La Cour y a intégré le prix total du marché de la station d'épuration soit 24 millions d'euros alors que la moitié environ constitue soit de l'outillage (non passible de taxe foncière) ou rentrait dans le champs d'une exonération.

Elle a, en effet, estimé que la Communauté urbaine de Bordeaux ne fournit pas d'éléments « suffisamment précis et probants » pour lui permettre d'exclure certains équipements de la base passible de taxe foncière.

La voie juridictionnelle ayant montré ses limites, il a été jugé opportun en 2005, avec l'accord de la Lyonnaise des Eaux, de relancer une démarche transactionnelle sur ce sujet avec la Direction des services fiscaux.

II – Les avancées obtenues par voie amiable

La Direction des services fiscaux a accepté d'ouvrir, sur ce sujet, avec notre établissement, une phase de transaction visant à la détermination d'une nouvelle base d'imposition plus conforme à la réalité physique de ce bien ainsi qu'à la clôture du dossier pour l'ensemble des années marquées par des réclamations et des instances contentieuses.

La démarche amiable a permis d'obtenir satisfaction sur la plupart des points que le juge avait tranchés en la défaveur de la Communauté urbaine. En effet, la base d'imposition définitive de la station d'épuration telle qu'elle ressort des travaux engagés est beaucoup plus favorable que le jugement rendu :

Le prix de revient des terrains :

<i>(en €uros)</i>	Cour Administrative d'Appel	Négociations 2005
Prix de revient	248 625	123 319
Bien passible de taxe foncière	248 625	61 659
Bien non passible de taxe foncière		61 659
Bien exonéré		

Le prix de revient de la construction

(en €uros)	Cour Administrative d'Appel	Négociations 2005
Biens passibles de taxe foncière	24 260 472	8 752 153
Biens exonérés de taxe foncière		4 727 560
Biens « outillages » (passibles de taxe professionnelle)		10 261 933

Il ressort de ces négociations que la base d'imposition résultant de la transaction s'établit à 105 K€uros pour 2006 alors qu'elle se serait élevée à 300 K€uros en application du jugement de la Cour administrative d'appel.

Afin de clôturer ce dossier, la Direction des Services Fiscaux s'est, par ailleurs, engagée par écrit sur un certain nombre de points soulevés au cours de la négociation et notamment sur le remboursement sur plusieurs années de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères acquittée à tort pour cet « établissement industriel » et sur l'intégration à compter de 2006 de la partie « équipements et biens mobiliers » de la station d'épuration dans la taxe professionnelle de l'exploitant.

En considération de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, il vous est proposé de bien vouloir :

- Prendre acte des résultats des négociations menées avec la Direction des services fiscaux ;
- Autoriser Monsieur le Président à accomplir les formalités nécessaires au désistement de la Communauté urbaine de l'ensemble des réclamations et instances pendantes devant les juridictions administratives relatives à la station d'épuration Clos de Hilde.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 24 mars 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
3 AVRIL 2006**

M. HENRI HOUDEBERT